

Maitre d'ouvrage : **SAEM Var Aménagement Développement** au nom et pour
le compte de l'ESID Lyon

Opération : 615 – **Rénovation des bâtiments d'hébergement BCC 004 et 005** sur la base
Ecole Général LEJAY - Le Cannet-des-Maures (83)

Rénovation des bâtiments d'hébergement pour cadres
célibataires BCC 004 et 005

ACTE D'ENGAGEMENT

RELANCE DU LOT N° 3 – MENUISERIES EXTERIEURES / SERRURERIE



MARCHE DE TRAVAUX

ACTE D'ENGAGEMENT

RELANCE DU LOT N° 3 – MENUISERIES EXTERIEURES / SERRURERIE

OBJET DU MARCHE : Rénovation des bâtiments pour cadres célibataires, les BCC004 et 005 sur la Base Ecole Général Lejay – Le Cannet des Maures (83)

Maître d'ouvrage :

SAEM Var Aménagement Développement

Mandataire agissant au nom et pour le compte de l'ESID de LYON

Représentée par son **Directeur Général, Jérôme CHABERT ;**

Adresse : 109 avenue d'Entrecasteaux – BP 1406 – 83056 TOULON CEDEX

Maîtrise d'œuvre :

PLO Architectes - mandataire du groupement SP2i/ IGETEC

10 Place BROSSOLETTE – 13004 MARSEILLE

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du code de la commande publique :

SAEM Var Aménagement Développement

Copie de l'original, délivrée en unique exemplaire pour être remis à l'établissement de crédit en cas de cession de créances ou de nantissement dans les conditions de l'article R.2191-46 du code de la commande publique.

Date Signature

L'exemplaire unique pourra être remplacé au gré du maître d'ouvrage par le certificat de cessibilité.

Organisme chargé des paiements : **SAEM Var Aménagement Développement**

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés à l'organisme désigné ci-dessus

Date de notification le :

Cette notification ne vaut pas ordre de commencer les prestations. Un ordre de service spécifique émis par le maître d'ouvrage précisera la date de commencement du délai d'exécution du marché.

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE PHYSIQUE)	4
ARTICLE 1.	CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE MORALE)	5
ARTICLE 1.	CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UN GROUPEMENT DE PERSONNES)	6
ARTICLE 2.	OBJET DU MARCHE- INTERVENANTS	9
2.1.	Objet du marché	9
2.2.	Intervenants	9
2.3.	Clause d'insertion sociale obligatoire	10
ARTICLE 3.	DUREE DU MARCHE ET RECONDUCTION	11
3.1.	Durée du marché	11
3.2.	Reconduction	11
ARTICLE 4.	PRIX	12
4.1.	Modalités de variation des prix	12
4.2.	Montant de l'offre	12
4.2.1.	Montant de l'offre	12
4.2.2.	Décomposition du prix par cotraitant en cas de groupement conjoint	12
4.3.	Sous-traitance	13
ARTICLE 5.	AVANCE	14
ARTICLE 6.	REGLEMENT	14
2.1	Délais de règlement	14
2.2	Mode de règlement	15
ARTICLE 7.	PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT	15
ARTICLE 8.	APPROBATION DU MARCHE	17

ARTICLE 1. CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE PHYSIQUE)

Je, contractant unique soussigné, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "le titulaire "

M..... agissant en mon nom personnel,

Domicilié à

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le maître d'ouvrage conformément à l'article 1.5 du CCAP :

..... ;

▪ Immatriculée à l'INSEE :

■ Numéro SIRET :

■ Code la nomenclature d'activité française
(NAF) :

▪ Numéro d'identification au registre du commerce :

après avoir pris connaissance des cahiers des charges et des éléments qui sont mentionnés dans l'acte d'engagement,

▪ M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations aux conditions ci-après, qui constituent mon offre.

▪ AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que je suis titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours :

Compagnie :

N° Police :

▪ CONFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article 4.3 ci-après répondent aux conditions ci-dessus et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

1^{er} sous-traitant

2^{ème} sous-traitant

Compagnie :

N° police :

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 4 mois (quatre mois) à compter de la réception des offres finales.

ARTICLE 1. CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE MORALE)

Je, contractant unique soussigné, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "le titulaire".

M

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée

ayant son siège social à

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le maître d'ouvrage conformément à l'article 1.5 du CCAP :

.....;

Forme de la société..... Capital.....

- Immatriculée à l'INSEE :

Numéro SIRET :.....

Code la nomenclature d'activité française (NAF) :.....

- Numéro d'identification au registre du commerce :

après avoir pris connaissance des cahiers des charges et des éléments qui sont mentionnés dans l'acte d'engagement,

- M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations aux conditions ci-après, qui constituent mon offre.

- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que la Société pour laquelle j'interviens, est titulaire d'une police d'assurance garantissant les responsabilités qu'elle encourt :

Compagnie :

N° Police :

- CONFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article 4.3 ci-après répondent aux conditions ci-dessus et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

1^{er} sous-traitant

2^{ème} sous-traitant

Compagnie :

N° police :

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 4 mois (quatre mois) à compter de la réception des offres finales.

ARTICLE 1. CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UN GROUPEMENT DE PERSONNES)

Les candidats sont informés que le maître d'ouvrage se réserve le droit de contraindre le groupement attributaire à revêtir la forme d'un groupement conjoint, avec mandataire solidaire des autres membres du groupement, dans le cas où il n'aurait pas candidaté sous cette forme.

NOUS soussignés, cotraitants conjoints, dont le mandataire est solidaire des autres membres du groupement,

engageant ainsi les personnes physiques ou morales ci-après, désignées dans le marché sous le nom « TITULAIRE »

1^{er} cocontractant

(cas d'une personne morale)

M.....

agissant au nom et pour le compte de la société :

Ayant son siège social :

Forme de la société: capital :

- Immatriculée à l'INSEE :
 - Numéro SIRET :
 - Code la nomenclature d'activité française (NAF) :
- Numéro d'identification au registre du commerce :

(cas d'une personne physique)

Magissant en mon nom personnel

domicilié à.....

et immatriculé au RCS de :sous le n°

☐ La société (Cas de la personne morale)représentée par M.....

ou Monsieur (Cas de la personne physique), dûment mandaté à cet effet, est le **mandataire du groupement conjoint, solidaire de chacun des membres du groupement** pour ses obligations contractuelles à l'égard de la maîtrise d'ouvrage,

☐ La société (Cas de la personne morale)représentée par M.....

ou Monsieur (Cas de la personne physique), dûment mandaté à cet effet, est le **mandataire du groupement conjoint**.

☐ La société (Cas de la personne morale)représentée par M.....

ou Monsieur (Cas de la personne physique), dûment mandaté à cet effet, est le **mandataire du groupement solidaire**.

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le maître d'ouvrage conformément à l'article 1.5 du CCAP :

..... ;

2^{ème} cocontractant

(cas d'une personne morale)

M.....
.....

agissant au nom et pour le compte de la société :

Ayant son siège social :

Forme de la société: capital :.....

- Immatriculée à l'INSEE :
 - Numéro SIRET :.....
 - Code la nomenclature d'activité française (NAF) :.....
- Numéro d'identification au registre du commerce :

(cas d'une personne physique)

Magissant en mon nom personnel

domicilié à.....

et immatriculé au RCS de :.....sous le n°

3^{ème} cocontractant :

(cas d'une personne morale)

M.....
.....

agissant au nom et pour le compte de la société :

Ayant son siège social :

Forme de la société: capital :.....

- Immatriculée à l'INSEE :
 - Numéro SIRET :.....
 - Code la nomenclature d'activité française (NAF) :.....
- Numéro d'identification au registre du commerce :

(cas d'une personne physique)

Magissant en mon nom personnel

domicilié à.....

et immatriculé au RCS de :.....sous le n°

- après avoir pris connaissance des cahiers des charges et des éléments qui sont mentionnés dans l'acte d'engagement,
- AFFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que nous sommes titulaires d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que nous encourons :

	<u>1^{er} cocontractant</u>	<u>2^{ème} cocontractant</u>	<u>3^{ème} cocontractant</u>
Compagnie :	
.....	
N° police :

- CONFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article 4.3 ci-après répondent aux conditions ci-dessus rappelées et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

	<u>1^{er} sous-traitant</u>	<u>2^{ème} sous-traitant</u>
Compagnie :
N° police :

- nous ENGAGEONS sans réserve, en tant qu'entrepreneurs groupés, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies,

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 4 mois (quatre mois) à compter de la réception des offres finales.

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHE- INTERVENANTS

2.1. Objet du marché

Le marché a pour objet la réalisation des travaux de :

Rénovation de deux bâtiments d'hébergement pour cadres célibataires, les BCC 004 et 005, sur la Base Ecole Général Lejay – Le Cannet des Maures (83).

Les travaux sont répartis en 8 lots, traités par marchés séparés, à savoir :

LOT 01	DEMOLITIONS GROS ŒUVRE / ISOLATION THERMIQUE EXTERIEURE / FACADES VRD / AMENAGEMENTS EXTERIEURS / ESPACES VERTS
LOT 02	CHARPENTE BOIS / COUVERTURE TUILES / ISOLATION THERMIQUE COMBLES
LOT 03	MENUISERIES EXTERIEURES / SERRURERIE
LOT 04	CLOISONS / DOUBLAGES / FAUX-PLAFONDS
LOT 05	MENUISERIES INTERIEURES BOIS / MOBILIER
LOT 06	REVETEMENTS SOLS ET MURS
LOT 07	ELECTRICITE : COURANTS FORTS / COURANTS FAIBLES
LOT 08	PLOMBERIE / CHAUFFAGE / VENTILATION

Le présent acte d'engagement se rapporte au lot n°03 – Menuiseries extérieures / Serrurerie.

Il s'agit d'une relance suite à la défection du titulaire du lot. Il est précisé que les travaux sont en cours d'achèvement pour le BCC0004. Aussi, le présent marché concerne uniquement les travaux portant sur le bâtiment BCC005.

Ces prestations sont définies et précisées dans les CCTP et les différentes notices et plans techniques.

Décomposition du marché en tranches :

Le marché n'est pas découpé en tranches.

2.2. Intervenants

a) La maîtrise d'ouvrage est assurée par :

Var Aménagement Développement, agissant au nom et pour le compte de l'ESID de Lyon ;
Représentée par **son Directeur Général, Jérôme CHABERT ;**

b) La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement

- **PLO Architectes - mandataire ;**
- **SP2i – Bureau d'études TCE – OPC ;**
- **Igetec – Bureau d'études acoustique ;**

Les études d'exécution des ouvrages seront exécutées par l'entrepreneur ; elles seront transmises au maître d'œuvre pour validation avant tout début d'exécution.

c) Le contrôle technique est confié à **QUALICONSULT - LA VALETTE**

Les missions confiées sont les suivantes :

Mission(s)	Désignation
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
LE	Solidité des existants
SH	Sécurité des Personnes dans les constructions d'habitation
PS	Sécurité des personnes dans la construction en cas de séisme
P1	Solidité des éléments d'équipement indissociables
PH + ATT PH	Isolation acoustique Attestation finale acoustique visée par arrêté du 28/11/2012
TH + ATT TH	Isolation thermique et économies d'énergie Attestation finale visée parle CCH
BRD	Transport des brancards dans les constructions
VIEL	Vérification initiale des installations électriques

Pour la phase étude : **QUALICONSULT- La Valette du Var – Muriel RUELLOU ;**

Pour la phase travaux : **QUALICONSULT- La Valette du Var – Muriel RUELLOU.**

- d) La mission d'économiste de la construction est confiée au **groupement de maîtrise d'œuvre ;**
- e) La mission de coordonnateur, en matière de sécurité et de santé des travailleurs de niveau 2 est confiée à :

Pour la phase étude : **QUALICONSULT- La Valette du Var – Pierre-Emmanuel MOUTTE**

Pour la phase travaux : **QUALICONSULT- La Valette du Var – Teiva LERASLE**

- f) La mission d'ordonnancement, de coordination, et de pilotage est confiée au **groupement de maîtrise d'œuvre, à SP2i – Guillaume GOUTALLIER.**

2.3. Clause d'insertion sociale obligatoire

Le marché fait l'objet d'une clause d'insertion sociale détaillée à l'article 7.3 du CCAP.

Les titulaires devront mettre en place un nombre d'heures d'insertion minimum de **2080** heures pour l'ensemble des prestations du marché, réparties comme suit :

LOT 01	DEMOLITIONS GROS ŒUVRE / ISOLATION THERMIQUE EXTERIEURE / FACADES VRD / AMENAGEMENTS EXTERIEURS / ESPACES VERTS	680 h
LOT 02	CHARPENTE BOIS / COUVERTURE TUILES / ISOLATION THERMIQUE COMBLES	105 h
LOT 03	MENUISERIES EXTERIEURES / SERRURERIE – ensemble du lot	200 h
LOT 03	MENUISERIES EXTERIEURES / SERRURERIE – pour le présent marché	100 h
LOT 04	CLOISONS / DOUBLAGES / FAUX-PLAFONDS	160 h
LOT 05	MENUISERIES INTERIEURES BOIS / MOBILIER	250 h
LOT 06	REVETEMENTS SOLS ET MURS	175 h
LOT 07	ELECTRICITE : COURANTS FORTS / COURANTS FAIBLES	170 h
LOT 08	PLOMBERIE / CHAUFFAGE / VENTILATION	340 h

Le titulaire s'engage à réserver heures (à compléter obligatoirement par le candidat) pour l'ensemble de la prestation au titre de la clause d'insertion sociale (si aucune mention n'est indiquée, le titulaire sera réputé s'engager sur le minimum d'heures indiqué ci-dessus).

ARTICLE 3. DUREE DU MARCHÉ ET RECONDUCTION

3.1. Durée du marché

La durée d'exécution globale du présent marché est de 23 mois (y compris période de préparation et période de garantie de parfait achèvement) à compter de la date fixée par l'OS précisant la date de démarrage de la période de préparation.

La durée de la période de préparation est fixée à l'article 10.2 du CCAP.

Le délai d'exécution des travaux incombant au titulaire du présent marché est fixé, au sein du délai global d'exécution, dans le calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent acte d'engagement, qui précise les dates d'intervention relatives à chacun des lots. Le maître d'œuvre délivrera pour chaque marché, un ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux.

Conformément à l'article 18.1.4 du CCAG travaux, le délai d'exécution des travaux incombant au titulaire du présent marché est confirmé ou modifié pendant la période de préparation du chantier dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG et à l'article 10.1.1 du CCAP.

3.2. Reconduction

Le marché ne sera pas reconduit.

ARTICLE 4. PRIX

4.1. Modalités de variation des prix

Le marché est passé à prix global et forfaitaire.

Les conditions de variation de prix sont définies à l'art. 3.3 du CCAP.

La présente offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur, au mois de Mars 2025 (mois mo).

4.2. Montant de l'offre

4.2.1. Montant de l'offre

Marché à prix global et forfaitaire :

Les travaux seront rémunérés par application d'un prix global et forfaitaire égal à :

Montant € HT :

Montant HT (en lettres) :

TVA au taux de 10 % - Montant en €.

Montant € TTC

Montant € TTC (en lettres)

.....

Montant € HT :

Montant HT (en lettres) :

TVA au taux de 5,50 % - Montant en €.

Montant € TTC

Montant € TTC (en lettres)

.....

En cas de groupement conjoint d'entreprises, la décomposition des prestations et paiements par cotraitant est précisée ci-dessous.

4.2.2. Décomposition du prix par cotraitant en cas de groupement conjoint

En cas de groupement conjoint, le prix est réparti entre les cotraitants de la façon suivante :

Prestations	Désignations des cotraitants	Montant HT
	Total	

La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses travaux. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

4.3. Sous-traitance

Le titulaire :

- ☐ n'envisage pas de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.
- ☐ envisage de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.

Dans le cas de sous-traitance, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que le titulaire, mandataire ou cotraitant envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans le tableau constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra céder ou présenter en nantissement.

Le titulaire annexe au présent acte d'engagement les actes spéciaux de chacun des sous-traitants (cf. modèle ci-joint). Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée acceptée par la notification du contrat et qui prendra effet à la date de notification.

Cas d'une entreprise :

Nature de la prestation	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation HT
	TOTAL =	

Cas d'un groupement :

Entreprise donneur d'ordre et prestation intéressée	Nature de la prestation sous-traitée (*)	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation HT
		TOTAL =	

Limite à la sous-traitance :

Les prestations suivantes devront obligatoirement être réalisées par le titulaire du marché ou l'un des membres du groupement et ne pourront en aucun cas faire l'objet de sous-traitance :

- La fourniture du mobilier (hors livraison et pose).

ARTICLE 5. AVANCE

Le marché fait l'objet d'une avance.

Le Titulaire unique,

ou le mandataire du groupement conjoint,

☐ accepte de percevoir l'avance ;

☐ refuse de percevoir l'avance ;

2^{ème} cotraitant, l'entreprise ☐ accepte de percevoir l'avance ;

.....☐ refuse de percevoir l'avance ;

3^{ème} cotraitant, l'entreprise...☐ accepte de percevoir l'avance ;

.....☐ refuse de percevoir l'avance ;

Nota : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le maître d'ouvrage considérera que l'entreprise renonce au bénéfice de l'avance.

ARTICLE 6. REGLEMENT

6.1. Délais de règlement

Le délai maximum de paiement des avances est de 30 jours, à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- Notification du marché ;
- Notification de l'acte qui emporte commencement du délai d'exécution du marché, si un tel acte est prévu ;
- Demande du titulaire comportant la garantie le cas échéant dans les conditions et limites fixées à l'article 5 du CCAP ;
- Date de fourniture de la garantie le cas échéant.

Le délai de paiement des acomptes est de 30 jours, à compter de la réception de la demande d'acompte par le maître d'œuvre.

Le délai maximum de paiement du solde est de 30 jours, à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

Lorsque la demande de paiement est transmise par voie électronique en application de l'article 1er de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, la date de réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage correspond à la date de notification au maître d'ouvrage du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur Chorus Pro.

Le taux des intérêts moratoires est fixé à l'article 6.4 du CCAP.

6.2. Mode de règlement

Cas d'un titulaire unique

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché par virement établi à l'ordre du titulaire (joindre le RIB) :

DESIGNATION DU TITULAIRE
Nom de l'entreprise
Raison sociale
Adresse
Référence compte bancaire

Cas d'un groupement conjoint

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché selon la répartition définie ci-dessus par virement établi à l'ordre des membres du groupement conjoint (joindre les RIB)

DESIGNATION DU COTRAITANT	REFERENCES BANCAIRES
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	

ARTICLE 7. PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

En cas d'attribution du marché, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique dans les conditions prévues au règlement de consultation.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra produire au maître d'ouvrage ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants à l'attribution du marché.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

Les attestations d'assurances sont à produire dans les conditions indiquées à l'article 11.7 du CCAP.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

En cas d'attribution du marché à une entreprise étrangère détachant des salariés en France, il est rappelé que le titulaire se doit de respecter les dispositions prévues au code du travail relatives aux travailleurs détachés.

Le titulaire doit notamment, préalablement au détachement, adresser à l'inspection du travail ainsi qu'au maître d'ouvrage une déclaration de détachement et doit désigner un représentant en France.

Le titulaire se doit de veiller à ce que chacun de ses sous-traitants étrangers respecte les mêmes obligations. De même, lorsqu'un cocontractant ou un sous-traitant fait appel à une société de travail temporaire étrangère, les mêmes obligations incombent à cette entreprise.

A noter : Le candidat procède à la signature de l'acte d'engagement au stade de la remise de son offre ou après attribution du marché selon les modalités prévues au règlement de la consultation.

Fait en un seul original,

A : Le

Mention(s) manuscrite(s)

"Lu et approuvé"

Signature(s) du (ou des) entrepreneur(s) ou du mandataire dûment habilité par un pouvoir (ci-joint) des cotraitants

ARTICLE 8. APPROBATION DU MARCHÉ

La présente offre est acceptée.

Marché à prix global et forfaitaire :

Les travaux seront rémunérés par application d'un prix global et forfaitaire égal à :

Montant € HT :

Montant HT (en lettres) :

TVA au taux de 10 % - Montant en €.

Montant € TTC

Montant € TTC (en lettres)

.....

Montant € HT :

Montant HT (en lettres) :

TVA au taux de 5,50 % - Montant en €.

Montant € TTC

Montant € TTC (en lettres)

.....

Les sous-traitants proposés à l'article 4.3 ci-dessus sont acceptés comme ayant droit au paiement direct dans les conditions indiquées.

A

Le

Le mandataire agissant au nom et pour le compte du maître d'ouvrage

Signature :

Liste des pièces en annexes :

- Annexe n°1 – L'engagement d'insertion
- Annexe n°2 – Déclaration sur l'honneur
- Annexe n°3 – Acte spécial de sous-traitance de premier rang
- Annexe n°4 – Calendrier détaillé prévisionnel d'exécution des travaux

L'ENGAGEMENT D'INSERTION

Je soussigné(e),

Nom du signataire :

Prénom :

Qualité :

DECLARE avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et de son annexe n°1 et notamment des dispositions relatives à l'action obligatoire d'insertion en faveur de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

M'ENGAGE, si je suis déclaré attributaire d'un ou plusieurs lots comportant une obligation d'insertion, à :

- Réserver, dans l'exécution du marché concerné, un nombre d'heures d'insertion, sur la durée du chantier, au moins égal à celui indiqué dans l'annexe 2 du cahier des clauses administratives particulières.
- A prendre contact avec le facilitateur désigné à l'article 1-4-3 du CCAP, afin de préciser les modalités de mise en œuvre de la clause
- A fournir, à la demande de, et dans le délai qui me sera imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action d'insertion.

Pour le titulaire

(signature et cachet)

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné (e)

agissant en qualité de

Déclare sur l'honneur

que l'entreprise (Nom et adresse)

inscrite au registre du commerce et/ou registre des métiers sous le numéro

➤ **n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique** et en conséquence :

- n'a pas fait l'objet d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues :
 - aux articles [222-34 à 222-40](#), [313-1](#), [313-3](#), [314-1](#), [324-1](#), [324-5](#), [324-6](#), [421-1 à 421-2-4](#), [421-5](#), [432-10](#), [432-11](#), [432-12 à 432-16](#), [433-1](#), [433-2](#), [434-9](#), [434-9-1](#), [435-3](#), [435-4](#), [435-9](#), [435-10](#), [441-1 à 441-7](#), [441-9](#), [445-1 à 445-2-1](#) ou [450-1](#) du code pénal,
 - aux articles [1741 à 1743](#), [1746](#) ou [1747](#) du code général des impôts
 - aux articles [225-4-1](#) et [225-4-7](#) du code pénal,
 - ou pour recel de telles infractions,
 - ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne.
- a souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale et a acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est fixée par voie réglementaire
- n'est pas en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L.640-1 du Code du commerce ou de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer au sens des articles L. 653-1 à L. 653-8 ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger.
- n'est pas en état de redressement judiciaire au sens de l'article L.631-1 du code de commerce ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ou justifie d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.
- n'a pas été sanctionnée pour méconnaissance des obligations prévues aux articles [L. 8221-1](#), [L. 8221-3](#), [L. 8221-5](#), [L. 8231-1](#), [L. 8241-1](#), [L. 8251-1](#) et [L. 8251-2](#) du code du travail ou condamnée au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de [l'article 225-1 du code pénal](#) ;
- a, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché public, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-1 du code du travail ;
- n'a pas été condamnée au titre du [5° de l'article 131-39 du code pénal](#) ou, en cas de personne physique, n'a pas été condamnée à une peine d'exclusion des marchés publics.

➤ est en règle au regard des articles [L. 5212-1](#) à [L. 5212-11](#) du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

➤ **n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique**

Fait à

Le

Signature

ACTE SPECIAL DE SOUS-TRAITANCE DE PREMIER RANG

☐ Annexe à l'acte d'engagement valant demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

Pièces à joindre à l'acte spécial au stade de l'offre :

- Déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à 5 et L.2141-7 à 11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L 1512-1 à L 1512-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- Les pièces justifiant de la capacité technique, professionnelle et financière du sous-traitant identiques à celles exigées du titulaire pour ce qui concerne les prestations sous traitées
- Les attestations d'assurances RCP du sous-traitant

Pièces à remettre au stade de l'attribution du marché :

- Les pièces visées à l'article R.2143-6 à 10 du code de la commande publique:
- Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 et L.2141-4, 1° et 3° du code de la commande publique.

Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents

- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail
- Le numéro unique d'identification INSEE du candidat permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13
- Copie du jugement de redressement judiciaire du sous-traitant le cas échéant ;
- L'attestation d'assurance décennale

Ou

☐ Demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement en cours de marché.

L'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité a-t-il été délivré ?

Oui ☐ Non ☐

Si oui, l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité a-t-il été restitué ?

Oui ☐ Non ☐

Pièces à joindre à l'acte spécial :

L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus.

MAITRE DE L'OUVRAGE :

SAEM Var Aménagement Développement

Mandataire agissant au nom et pour le compte de l'ESID de LYON

Représentée par son **Directeur Général, Jérôme CHABERT ;**

Adresse : 109 avenue d'Entrecasteaux – BP 1406 – 83056 TOULON CEDEX-

Personnes habilitées à donner les renseignements sur l'état d'avancement du marché du sous-traitant :

SAEM Var Aménagement Développement.....
.....

- Organisme chargé des paiements :

SAEM Var Aménagement Développement

MARCHE :

- Objet : : **Rénovation des bâtiments pour cadres célibataires, les BCC004 et 005 sur la Base Ecole Général Lejay – Le Cannet des Maures (83)**

.....
- Titulaire :

PRESTATIONS SOUS-TRAITEES :

- Nature :

.....
- Durée :

- Montant HT :

.....
- Montant TVA comprise :

.....
- TVA AUTO LIQUIDEE en application de la loi de finances 2014

SOUS-TRAITANT :

- Nom, raison ou dénomination sociale :

.....
- Entreprise individuelle ou forme juridique de la société :

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET :

- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

Numéro d'identification au registre du commerce :

- Adresse

.....
- Compte à créditer (établissement de crédit, agence ou centre, numéro de compte)

CONDITIONS DE PAIEMENT DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE :**(A compléter impérativement)**

- Avances :

.....
- Modalités de calcul et de versement des acomptes :

.....
- Date (ou mois) d'établissement des prix :

- Modalités de variation des prix :

.....
- Stipulations relatives aux pénalités, primes, réfections et retenues diverses :

.....
A, le

Le titulaire du marché (entreprise unique ou cotraitant concerné)

En cas de groupement : visa du mandataire du groupement

.....

A, le

Le sous-traitant

.....

L'attention du sous-traitant est attirée sur le fait qu'il devra adresser ses demandes de paiement au titulaire du marché ainsi qu'au maître d'œuvre désigné dans le marché.

A, le

Le représentant du maître d'ouvrage

.....

Il est rappelé aux sous-traitants que s'ils souhaitent sous-traiter les prestations qui leurs ont été confiées, ils devront faire accepter et agréer leurs sous-traitants en produisant l'ensemble des informations portées sur cet acte spécial.

A défaut d'obtenir une délégation de paiement du maître de l'ouvrage, une caution devra être produite dans le délai de 8 jours de l'acceptation de leur sous-traitant. La non production de cette copie de la caution au représentant du maître de l'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect.

Par ailleurs, les sous-traitants, quel que soit leur rang, ne peuvent commencer à intervenir sur le chantier que sous réserve, d'une part, de leur acceptation et de leur agrément et, d'autre part, que s'ils ont adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.